

NIPPON KEIDANREN

THE CANADIAN CHAMBER OF COMMERCE
LA CHAMBRE DE COMMERCE DU CANADA



Paris, le 3 décembre, 17h

G8 PATRONAL DES 3-4 DECEMBRE 2008

« VIVEMENT L'AVENIR »

Synthèse

Nous, représentants des entreprises membres du G8 Business :

**Fujio Mitarai, Président du Nippon Keidanren,
Perrin Beatty, Président de la Chambre de Commerce canadienne,
Laurence Parisot, Présidente du MEDEF,
Jürgen R. Thumann, Président du BDI,
Emma Marcegaglia, Présidente de la Confindustria,
Alexander Shokhin, Président de RSPP,
Martin Broughton, Président de la CBI,
Thomas J. Donohue, Président de l'US Chamber of Commerce,
Peter Robinson, Président de l'US Council of International Business
Ernest-Antoine Seillière, Président de BUSINESSEUROPE**

1. Estimons que la crise actuelle ne remet pas en cause les fondements de l'économie de marché mais nécessite des réponses immédiates d'ordre technique et de régulation.

Les causes de la crise financière et économique que nous traversons sont multiples. La déclaration du G20 des chefs d'Etat et de gouvernement du 15 novembre dernier met l'accent sur un certain nombre d'entre elles : politiques monétaire ou de change conduisant à des liquidités excessives sur les marchés monétaires, absence de réglementation ou réglementation inadaptée sur certains acteurs ou secteurs d'activités, recherche de rendements élevés pour toutes ces liquidités sans évaluation correcte des risques tant par les différents acteurs du marché que par les autorités de régulation et de supervision, effets de levier excessifs, coordination insuffisante des politiques macro-économiques, réformes structurelles inadéquates... Il s'agit là de dysfonctionnements réels qui ont eu de graves conséquences et qui appellent en pratique une refonte des règles encadrant le fonctionnement des acteurs, des produits et des opérations sur les marchés financiers. En revanche, ils ne remettent aucunement en cause l'économie de marché, qui demande des règles du jeu claires et partagées, ni la nécessité de donner aux entreprises la liberté de créer, de se développer et d'innover. Les entreprises ont aujourd'hui les talents et technologies nécessaires, et ont la motivation pour réussir comme avant la crise financière. C'est la raison pour laquelle nous sommes optimistes.

2. *Tenons à souligner que seules les entreprises ont aujourd'hui la capacité de sortir nos économies de la récession en continuant de produire, d'investir et d'exporter.*

Ce sont les entreprises, et seulement les entreprises, qui ont la capacité de sortir nos économies de la crise en continuant de produire, d'investir, d'exporter, de rechercher et développer, de former et d'embaucher de nouveaux salariés. En continuant d'être ambitieuses et dynamiques, elles se préparent dès aujourd'hui à sortir de la crise.

Le rôle des Etats, dans ce contexte, est d'abord de rétablir le fonctionnement normal des marchés financiers, qui n'est pas encore avéré ; ensuite d'adapter le cadre réglementaire ce qui est essentiel pour que nos économies retrouvent le chemin de la croissance. Le rôle des gouvernements n'est pas de gérer les entreprises.

3. *Attendons des politiques macro-économiques des gouvernements qu'elles soient à la fois audacieuses et bien dosées et prennent en compte la situation des déficits publics ainsi que les retombées de ces mesures sur les autres économies.*

Nous sommes convaincus de la nécessité de mesures d'incitation monétaires et fiscales afin de lutter contre la récession. Toutefois, étant donné l'interdépendance des économies et la nature globale du ralentissement, plusieurs conditions sont essentielles pour stimuler efficacement l'économie mondiale :

- Coordination des politiques économiques pour une meilleure efficacité ;
- Mesures nationales d'incitation fiscale conformes aux règles internationales (OMC, droit de la concurrence, etc...), tenant compte des retombées sur les autres économies et évitant une recherche de compétitivité au détriment d'autres pays ;
- Attention particulière portée aux déséquilibres mondiaux actuels des balances courantes, qui continuent de représenter un risque important pour l'économie mondiale.

4. *Soutenons totalement la déclaration du G20 des chefs d'Etat du 15 novembre dernier lors du sommet de Washington et proposons d'apporter notre contribution aux institutions internationales qui jouent un rôle clé dans l'économie mondiale.*

L'ambitieux programme de travail et le calendrier associé répondent aux préoccupations que nous avons exprimées. Depuis, nos organisations ont travaillé ensemble et présentent un certain nombre de propositions pour la réforme des marchés financiers. Nous poursuivrons nos réflexions sur les sujets que nous souhaitons approfondir en commun, en particulier : la convergence de certaines règles relatives aux marchés financiers et la réforme des institutions financières internationales. Le bon fonctionnement des marchés financiers est un impératif pour la vie des entreprises : celles-ci entendent pleinement participer aux travaux en cours dans les différentes instances internationales. Nous, les leaders économiques du G8, proposons d'apporter de manière constructive notre contribution aux autorités internationales qui supervisent l'économie globale telles que le Forum de Stabilité Financière, le Fonds Monétaire International, l'OCDE, l'OMC et la Banque mondiale afin d'y apporter notre expertise et notre connaissance de l'économie réelle et financière.

5. *Appelons à la conclusion rapide des négociations de l'OMC et en particulier du Doha Development Agenda sur une base ambitieuse et équilibrée.*

Il est de la responsabilité des Etats de conclure un accord final d'ici la fin de l'année. Cela sera le signe le plus fort de notre refus commun de toute forme de protectionnisme, et de notre attachement au multilatéralisme. Le développement des échanges et des flux commerciaux de biens et services est une pré-condition d'un retour à la croissance et à la stabilité. Nous pressons les négociateurs d'agir pour établir les conditions qui rendraient possibles la conclusion du cycle de Doha. Le succès des négociations du cycle de Doha d'ici la fin de l'année serait une étape décisive vers la sortie de crise.

6. *Nos entreprises s'engagent pour faire prévaloir éthique et responsabilité dans l'économie de marché.*

Dans leur activité quotidienne, les entreprises privées sont plus que jamais conscientes de leurs responsabilités vis-à-vis de tous leurs partenaires, salariés, actionnaires, sous-traitants, fournisseurs et clients, et de l'ensemble de la société. Elles sont déterminées à assumer ces responsabilités dans le respect des valeurs éthiques fondamentales sur lesquelles repose la liberté d'entreprendre : la responsabilité, l'initiative, la prise de risque, la transparence et la bonne gouvernance d'entreprise. Désormais, elles mobilisent toutes leurs énergies pour faire face à la crise et pour relever les défis du changement climatique.

SS
S